



Département de la  
Seine-Maritime

Arrondissement du  
HAVRE

**D.2018.12/187**

**Extrait du Registre des délibérations**  
**Conseil Municipal du 10 décembre 2018**

Nombre de Conseillers d'après la Loi .....	33
Nombre de Conseillers en exercice .....	33
Nombre de Conseillers présents .....	25
Nombre de Pouvoirs .....	07
Nombre de Votants .....	32

Extrait de la délibération affiché le **18 décembre 2018**.

L'an deux mille dix-huit, **le 10 décembre à dix-huit heures** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 30 novembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

**Etaient présents**

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Patricia **DUVAL**, Alexandre **MORA** (pouvoir à Gilbert FOURNIER jusqu'à 18h28), Pascal **LEFEBVRE**, Jean-Pierre **QUEMION**, Liliane **HIPPERT**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (pouvoir à Daniel FIDELIN jusqu'à 18h17), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Juliette **LOZACH**, Franck **DORAY**, Jérôme **DUBOST**, Fabienne **MALANDAIN**, Nada **AFIOUNI**, Damien **GUILLARD**, Gilles **BELLIERE**, Aurélien **LECACHEUR**.

**Excusés ayant donné pouvoir**

Emmanuel **DELINEAU** donne pouvoir à Virginie LAMBERT  
Marie-Paule **DESHAYES** donne pouvoir à Nicole LANGLOIS  
Sophie **CAPELLE** donne pouvoir à Gérard DELAHAYS  
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Juliette LOZACH  
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Laurent GILLE  
Hélène **SAMPIC** donne pouvoir à Dominique THINNES  
Martine **LESAUVAGE** donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN

**Excusé**

Gilles **LEBRETON**

**Secrétaire de séance**

Aurélien **LECACHEUR** est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL

## Séance du lundi 10 Décembre 2018

**2018.12/187**

### **RESSOURCES HUMAINES – MISE EN PLACE DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) – INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) - ADOPTION – AUTORISATION**

**Mme Patricia DUVAL, adjoint au Maire** – Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 a instauré un régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel au sein de la Fonction Publique d'Etat (RIFSEEP).

Compte tenu du principe de parité en matière de régime indemnitaire, le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale rend possible la transposition du RIFSEEP dans la fonction publique territoriale, au fur et à mesure de la publication des arrêtés ministériels des corps de l'Etat correspondants.

Le RIFSEEP a ainsi vocation à s'appliquer aux fonctionnaires territoriaux appartenant à des cadres d'emplois assimilés aux corps de l'Etat concernés et à remplacer l'ensemble des primes sur lesquelles est fondé le régime indemnitaire actuellement en vigueur à la Ville de Montivilliers. Ainsi tous les fonctionnaires territoriaux, sauf les policiers municipaux, devront bénéficier du RIFSEEP.

#### **1°) Les principes liés au RIFSEEP :**

Le RIFSEEP a pour finalité de :

- Valoriser le parcours professionnel des agents en intégrant un accroissement de responsabilités et un approfondissement des compétences techniques ;
- Prendre en considération la valeur professionnelle de l'agent et son investissement personnel.

#### **2°) Les composantes du RIFSEEP :**

Le dispositif est fondé :

- Sur la nature des fonctions exercées par les agents et leur expérience professionnelle, donnant lieu au versement de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE). Ainsi, le montant octroyé est fixé selon le niveau de responsabilité, de technicité, d'expertise, d'expérience ou de qualification requise à l'exercice des fonctions.

Cette partie est obligatoire et doit s'articuler autour de critères définis préalablement. Ces critères permettent de constituer des groupes de fonctions auxquels sont applicables un montant d'IFSE.

- Sur la manière de servir et l'engagement professionnel donnant lieu au versement d'un Complément Indemnitaire Annuel (CIA). Cette partie est facultative et peut varier d'une année sur l'autre. Le choix a été fait par la Ville de Montivilliers de différer l'examen de cette partie au cours de l'année 2019.

La présente délibération propose de définir le cadre général et le contenu du RIFSEEP, qui se substitue à l'ensemble des primes et indemnités versées antérieurement.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** le budget de l'exercice 2019 ;

**VU** l'arrêté portant organisation générale des services et l'organigramme ;

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

**VU** la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 88 ;

**VU** l'arrêté du 29 juin 2015 pris pour l'application aux corps des administrateurs civils des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

**VU** l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

**VU** l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application aux membres du corps des attachés d'administrations de l'Etat relevant du ministre de l'intérieur des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

**VU** la circulaire NOR RDFF1427139 C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel ;

**VU** la délibération en date du 16 mai 2002 instaurant le régime indemnitaire des agents de catégorie C de la Ville de Montivilliers et ses délibérations modificatrices en date du 2 novembre 2006 et du 12 décembre 2011 ;

**VU** la délibération en date du 22 octobre 2012 instaurant le régime indemnitaire des agents de catégorie B de la ville de Montivilliers et sa délibération modificatrice en date du 29 mars 2016 ;

Ainsi que tout texte spécifique au régime indemnitaire des fonctionnaires d'Etat, publiés ou non, qui fixe, complète ou modifie les régimes indemnitaires pouvant servir de référence au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux ;

**VU** l'avis du Comité technique du 26 novembre 2018 ;

**VU** le tableau des effectifs,

**CONSIDERANT**

- Que la parution de textes réglementaires relatifs aux différentes primes et indemnités de la filière administrative de la fonction publique d'Etat concernant la mise en œuvre de l'indemnité de Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel ;
- La nécessité de mise en conformité réglementaire du régime indemnitaire mis en œuvre à la Ville de Montivilliers ;
- Que le régime indemnitaire des agents territoriaux est fixé dans la limite de celui applicable aux agents des services de l'Etat exerçant des fonctions équivalentes conformément au principe de parité ;

- Qu'il revient à l'organe délibérant de fixer et d'organiser les principes et les critères d'octroi, de versement et de retenues du régime indemnitaire pour créer les conditions d'une motivation des agents de la collectivité ;
- Que la délibération prévoit les primes de responsabilité correspondant à l'exercice effectif des fonctions de sorte que le régime indemnitaire n'est pas forfaitaire mais lié au service fait et qu'en l'absence de service fait, il ne peut être versé ;
- La volonté de faire du régime indemnitaire à la fois un outil de management et à la fois une reconnaissance des fonctions exercées par les agents ainsi que de leurs parcours professionnels en poursuivant les objectifs suivants :
  - en prenant mieux en compte les responsabilités assumées et les expertises professionnelles des agents,
  - en prenant en compte les contraintes des postes et des fonctions,
  - en prenant en compte l'investissement dont les agents font preuve dans l'exercice de leurs missions ainsi que leur manière de servir.
- Que le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes et indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

VU le rapport de Mme DUVAL, adjoint au maire ;

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE**

- **d'instaurer un régime indemnitaire de fonctions, de sujétions, d'expertise et d'engagement professionnel versé selon les modalités définies ci-dessous :**

<b>Mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.)</b>
--

**1°) Le principe**

**a/ IFSE fonctions**

L'I.F.S.E vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale du nouveau régime indemnitaire.

Cette indemnité est versée en tenant compte du niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les agents. Chaque emploi est réparti entre différents groupes de fonctions au regard :

- Des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- De la technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Des sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Une analyse des différents postes de travail a été réalisée à partir de différents critères afin de permettre une cotation des postes de travail. Les critères d'analyse portaient à la fois sur le niveau de responsabilité des postes, de la technicité des fonctions et des sujétions liées à l'exercice des missions (**annexe 1 : grille de critères**).

La partie expertise et expérience professionnelle est appréciée de façon individuelle et selon le parcours de l'agent.

L'expérience professionnelle est entendue comme la connaissance acquise par la pratique. L'expérience est différente de l'ancienneté (qui se matérialise par l'avancement d'échelon).

La valorisation de l'expérience professionnelle doit reposer sur des critères objectivables tels que :

- Approfondissement des savoirs techniques et de leur utilisation ;
- Approfondissement de la connaissance de l'environnement de travail et des procédures (interaction avec les différents partenaires, connaissance des risques, maîtrise des circuits de décisions ainsi que des éventuelles étapes de consultation, etc.) ;
- Gestion d'un événement exceptionnel permettant d'acquérir une nouvelle expérience ou d'approfondir les acquis : participation à un projet sensible et/ou stratégique (projet de loi, opération immobilière d'envergure etc.) induisant une exposition renforcée et prolongée et/ou des sujétions nouvelles. »

## **2°) Les bénéficiaires**

L'IFSE est attribuée selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E.) :

- Aux agents titulaires, stagiaires et à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,
- Aux contractuels sur emploi permanent à temps complet, à temps non complet et à temps partiel,

Les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

## **3°) La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima**

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Le classement des postes selon les groupes de fonctions s'est effectué à partir des points obtenus selon la grille de critères jointe.

- **Catégories A**

- Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

ATTACHES TERRITORIAUX			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 1	Sup à 72 pts	Directeur général des services - Directeurs généraux adjoints.	700 €	1500 €	36 210 €
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	32 130 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission	250 €	350 €	25 500 €

- Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application aux corps des bibliothécaires et des attachés de conservation du patrimoine et des bibliothèques

BIBLIOTHECAIRES – ATTACHES DE CONSERVATION			MONTANTS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 2	Entre 60 et 70 pts	Responsables de service	400 €	500 €	29 750 €
Groupe 3	Inf à 60 pts	Chargés de mission	250 €	350 €	27 200 €

Pour le cadre d'emplois des ingénieurs et des infirmiers cadres de santé, les dispositions réglementaires ne sont pas encore parues.

- **Catégories B**

- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.
- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les éducateurs des activités physiques et sportives.
- Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des secrétaires administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les animateurs territoriaux.

REDACTEURS - EDUCATEURS DES APS - ANIMATEURS			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 4	De 55 à 70 pts	Responsables de services - responsables de secteurs avec des technicités ou des compétences spécifiques – chargés de mission auprès de la direction générale	400 €	300 €	17 480 €
Groupe 5	De 40 à 55 pts	Responsable de secteur – chargés de mission avec fonction de coordination et de pilotage de projet	200 €	500 €	16 015 €
Groupe 6	Inf à 40	Autres fonctions de catégorie B	150 €	250 €	14 650 €

- Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux socio-éducatifs.

ASSISTANTS SOCIO EDUCATIFS			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 5	De 40 à 55 pts	Responsable de secteur – chargés de mission avec fonction de coordination et de pilotage de projet	200 €	500 €	11 970 €
Groupe 6	Inf à 40	Autres fonctions de catégorie B	150 €	250 €	10 560 €

- Arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application au corps des assistants de service social des administrations de l'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques.

ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE ET DES BIBLIOTHEQUES			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 5	De 40 à 55 pts	Responsable de secteur – chargés de mission avec fonction de coordination et de pilotage de projet	200 €	500 €	16 720 €
Groupe 6	Inf à 40	Autres fonctions de catégorie B	150 €	250 €	14 960 €

Pour le cadre d'emplois des techniciens et des éducateurs de jeunes enfants, les dispositions réglementaires ne sont pas encore parues.

• **Catégories C**

- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents sociaux territoriaux.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les opérateurs des activités physiques et sportives.
- Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat transposables aux adjoints territoriaux d'animation de la filière animation.
- L'arrêté du 16 juin 2017 relatif aux adjoints techniques du ministère de l'intérieur complétant l'arrêté du 28/04/2015.
- L'arrêté du 16 juin 2017 relatif aux agents de maîtrise du ministère de l'intérieur complétant l'arrêté du 28/04/2015.

ADJOINTS ADMINISTRATIFS – ADJOINTS TECHNIQUES – ADJOINTS D'ANIMATION – ATSEM – AGENTS SOCIAUX – AGENTS DE MAITRISE – OPERATEURS DES APS			MONTANTS ANNUELS		
GROUPES DE FONCTIONS	NOMBRE DE POINTS	EMPLOIS	MONTANT IFSE FONCTION MENSUELLE	MONTANT IFSE EXPERIENCE MENSUELLE	PLAFONDS INDICATIFS REGLEMENTAIRES
Groupe 7	Plus de 40 pts	Responsable d'équipes – responsables de secteurs - coordinateurs	150	350	11 340 €
Groupe 8	De 31 à 39 pts	Assistants de direction – agents en responsabilité d'encadrement d'équipe de proximité – Agents ayant des sujétions particulières	75	225	10 800 €
Groupe 9	De 0 à 30 pts	Autres fonctions de catégorie C	50	150	10 800 €

A noter que les arrêtés mentionnés ci-dessus applicables aux différentes catégories hiérarchiques prévoient des montants plafonds différents pour les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service. Néanmoins, le montant de la partie fonction et de la partie expérience versée à ces agents reste la même que celles mentionnées dans les tableaux ci-dessus.

**4°) Les modalités de réexamen de l'IFSE**

L'IFSE fonctions sera attribuée selon le poste de travail occupé par l'agent. En cas de mobilité, l'agent percevra le montant de l'IFSE correspondant au nouveau poste de travail. En dehors des situations de mobilité, cette partie de l'IFSE n'a pas vocation à être réexaminée.

Pour l'IFSE expérience, le montant attribué à l'agent fera l'objet d'un examen systématique :



- En cas de changement de fonctions,
- En cas de promotion interne.

Indépendamment de ces situations et afin d'envisager la possibilité de faire évoluer la part IFSE expérience, une demande devra être adressée par les responsables de service à partir de commentaires littéraux portés sur les différents indicateurs déclinés dans une grille d'appréciation réalisée à cet effet (**voir annexe 2**) et permettant de mesurer la capacité de l'agent à développer et mettre en œuvre son expérience professionnelle. Cette demande sera examinée par le service Ressources Humaines, garant de la cohérence d'ensemble des éléments de rémunération des agents de la collectivité.

La partie IFSE expérience ne sera pas nécessairement revue de façon régulière, mais uniquement sur production d'éléments matérialisés justifiant que le régime indemnitaire de l'agent soit adapté.

#### **5°) Périodicité de versement de l'I.F.S.E.**

L'I.F.S.E. sera versée mensuellement.

Les montants de base de l'I.F.S.E. sont établis pour un agent exerçant ses missions à temps complet. Les montants seront réduits au prorata de la durée du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

#### **6°) Le cumul avec d'autres régimes indemnitaires :**

L'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 prévoit que « *l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget* ».

Ainsi, l'IFSE est non cumulable avec les primes et indemnités de même nature et notamment :

- L'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS),
- L'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- L'indemnité d'exercice de mission des préfectures (IEMP),
- L'indemnité spécifique de service,
- La prime de service et de rendement,
- L'indemnité pour travaux dangereux, insalubres, incommodes ou salissants
- La prime de fonctions informatiques.

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- Le supplément familial de traitement,
- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.),
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.),
- La Nouvelle Bonification Indiciaire applicable selon les emplois occupés,
- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;
- Les indemnités horaires pour travail dimanche, jours fériés et nuit,
- Les indemnités d'astreinte,
- Les indemnités de régie,
- Les indemnités versées aux assistants de prévention,
- Les indemnités spéciales élections,

- Les indemnités de recensement et de coordination du recensement,
- La prime de responsabilité versée aux emplois fonctionnels,
- La prime de représentation de la Direction Générale.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

#### **7°) Les modalités de maintien ou de suppression de l'IFSE :**

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, le régime indemnitaire à l'Etat suit le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service / maladie professionnelle ou imputable au service).

Il est maintenu intégralement pendant les congés pour maternité, états pathologiques, paternité, adoption.

Il est suspendu en cas de congé de longue durée ou de grave maladie.

En cas de temps partiel thérapeutique, les primes et indemnités doivent suivre le même sort que le traitement.

En cas d'absence de service fait : le régime indemnitaire est réduit automatiquement dans les mêmes proportions que le traitement de base. La suspension de fonctions entraîne la suppression immédiate du régime indemnitaire.

#### **8°) l'IFSE :**

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

#### **9°) La garantie accordée aux agents :**

Conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 « *lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent* ».

Ainsi le montant de régime indemnitaire que percevait l'agent est maintenu à titre individuel.

Si dans certaines situations, une différence devait apparaître entre le montant perçu par l'agent et les montants prévus dans la présente délibération, le montant différentiel serait versé sous forme d'indemnité compensatrice et serait réduit progressivement de la moitié des gains procurés par les avancements de grade ou d'échelons ou la nomination dans un cadre d'emplois supérieur.

Une indemnité compensatrice peut être versée lorsqu'un agent a fait l'objet d'un reclassement statutaire définitif ou d'une réaffectation suite à une situation d'inaptitude physique si cette situation a pour conséquence une baisse de régime indemnitaire de l'agent. L'indemnité compensatrice correspondra à la perte de régime indemnitaire subit par l'agent.

**10°) Date d'effet :**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Les délibérations instaurant le régime indemnitaire antérieurement sont abrogées en conséquence, hormis celles concernant les primes des cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP ou non encore parues.

**Imputation budgétaire**  
Exercice 2019  
Budget  
Budget principal  
Comptes : 64118 - 64138

**ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ par le Conseil Municipal.**

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***